



Extrait du Troyes écologie

<http://troyes-ecologie.fr/Baisse-des-dotations-aux-collectivites-Ne-laissons-pas-les-elus-de-l-Aube.html>

Baisse des dotations : Ne laissons pas les élus brûler 60 millions d'euros dans l'incinérateur



A Troyes et dans le reste du département, les élus locaux protestent, à qui mieux-mieux, contre la baisse des dotations de l'État. Voilà nos collectivités locales étranglées financièrement et nos chers élus soudain habités par le goût du pavé et de la contestation politique.

Pour bien montrer qu'ils n'étaient pas contents, mais vraiment pas contents, les édiles du département se sont rassemblés derrière François Baroin le 19 septembre dernier, place de l'Hôtel de Ville. Brutalement, ils ont pris conscience de la rigueur à avoir pour gérer les fonds publics. Subitement, ils ont mesuré combien l'argent des contribuables était précieux. Autant vous dire qu'il ne fait guère de doute que nos élus locaux seront sensibles à ne pas brûler bêtement plus de 60 millions d'euros dans le projet d'incinérateur porté par le SDEDA.

Evidemment (l'ironie de mon propos ne vous aura pas échappé) on ne peut que se désespérer de l'incohérence pour ne pas dire l'incurie de nos élus locaux. Pressés de défendre les dotations qui tombent chaque année et leur permettent d'arroser grassement les pelouses de leurs villages, nos hommes et femmes politiques oublient de balayer devant leur jardin et de gérer comme il se doit les finances que nous leur confions. Concrètement, une quasi-unanimité d'entre-eux ont voté le principe de construction d'un incinérateur et même d'une délégation de service public pour ce dernier, sans en connaître le coût et sans en mesurer les conséquences financières à moyen et long terme.

Un chèque en blanc signé par nos élus

Car officiellement, personne ne connaît encore ni le prix de ce monstre, ni même le montage financier qui permettra sa construction. Le seul chiffre (60 millions d'euros), repris par les journaux locaux, vient d'une estimation faite, à la louche, par moi-même et mes amis d'[Aube-Durable](#). Cet élément n'a d'ailleurs pas été contesté par Danièle Boeglin, ni aucun autre élu. C'est dire s'il risque d'être encore plus élevé ! Personne ne sait non plus qui paiera ce « four », combien les collectivités mettront dans le panier, ni qui couvrira les pertes si d'aventure, comme nous l'observons ailleurs en France, la quantité de déchets devient insuffisante pour alimenter l'incinérateur. Dit autrement, nos élus si attachés à défendre leurs pépettes sont ici prêts à signer un chèque en blanc pour plusieurs dizaines de millions d'euros.

On le voit, la mobilisation contre la baisse des dotations de l'État souligne les incohérences de nos élus lorsqu'ils sont face à des choix financièrement aussi conséquents que ce projet d'incinérateur. Savent-ils vers quoi le SDEDA les emmène ? Pêchent-ils par incompetence ou cynisme politique ? En tout cas, si nos responsables veulent vraiment montrer combien l'argent public est chose précieuse, ils doivent, au plus vite, refuser de brûler 60 millions d'euros dans un four inutile et surdimensionné.